

Avec la fortune de sa famille en jeu, le président Kabila creuse

Joseph Kabila et ses proches ont construit un réseau d'entreprises qui touche tous les coins de l'économie du Congo. Est-ce pour cela qu'il n'a pas démissionné ?

15 décembre 2016 à 06 :01 UTC + 1

Dans son seul discours public cette année, Joseph Kabila, président de la République démocratique du Congo, a défié son refus de céder le pouvoir à la fin de son dernier mandat, le 19 décembre. « Je ne peux pas permettre que la république soit prise en otage par un frange de la classe politique », a-t-il déclaré au Parlement le mois dernier sous les applaudissements des députés.

Sa présidence a apporté la paix et la croissance économique au Congo, a déclaré le 45 ans, décrivant les réformes qu'il avait faites dans les télécommunications, les mines, l'énergie et les banques. Ce qu'il n'a pas dit, c'est comment certains des membres de sa propre famille sont parmi les plus grands bénéficiaires de ces changements - y compris sa sœur Jaynet et son frère Zoe, qui ont tous deux écouté au premier rang en tant que membres élus du Parlement.

Ensemble, les Kabilas ont construit un réseau d'entreprises qui touche tous les coins de l'économie congolaise et a rapporté des centaines de millions de dollars à la famille, selon une enquête de Bloomberg News. Le réseau tentaculaire peut aider à expliquer pourquoi le président ignore les appels des États-Unis, de l'Union européenne et d'une majorité du peuple congolais à céder le pouvoir la semaine prochaine, bien que ses conseillers le contestent ce transfert de pouvoir la semaine prochaine.



*Kabila au Parlement pour son seul discours public de l'année le 15 novembre 2016 à Kinshasa. D'enthousiasme !
" Cliquez pour agrandir et l'image parle énormément. Un chef d'État qui s'en fout de la cérémonie. Des proches assis avec un mal être saisissant. En 2016, KABILA, alias KANAMBÉ, était à l'apogée de son activité terrible pour s'enrichir. Il n'a jamais été président, JAMAIS DE SORTIE DIPLOMATIQUES, AUCUNE CONNAISSANCE DES RÈGLES INTERNATIONAUX DANS TOUT LES DOMAINES. Ce n'est pas des fantaisies, mais cet homme est responsable, organisateur des mouvements de convois transportant les minerais, et planifiait avec les partenaires européens, au*

Rwanda, les moments propices pour activer les tueries qui consistaient à faire éloigner les civils tant congolais que rwandais. L'armée congolaise, était plutôt celle des pays limitrophe, infiltrée jusqu'à la moelle. Donc 22 ans, avec des fausses interventions, et des guerres factices entre milices. TOUT DU CINÉMA. ILS ÉTAIENT TOUS IVRE DE CE TRESOR QU'IL SUFFISAIT DE SE BAISSER POUR RAMASSER. Moi j'ai mis 45 minutes en 2 fois pour rentrer dans ses personnages, vous avez tout en un seul cliché ! d'enthousiasme. Kabila au Parlement pour son seul discours public de l'année le 15 novembre 2016 à Kinshasa.

Photographe : Junior D. Kannah / AFP via Getty Images

Le refus de Kabila de démissionner menace de replacer son pays dans le genre de chaos qui a coûté des millions de vies après que son père a pris le pouvoir il y a près de deux décennies. Cela pourrait également détruire la stabilité précaire qui a attiré les investissements internationaux - principalement des géants miniers comme Freeport-McMoRan Inc. et Glencore Plc - et a fait du Congo le plus grand producteur africain de cuivre, d'étain et de cobalt.

En février, S&P Global Ratings a abaissé les perspectives d'investissement du Congo à un niveau négatif dans un contexte de tensions politiques croissantes. Il a confirmé ce point de vue en août. La dernière guerre civile a détruit l'industrie du cuivre du pays, réduisant la production de plus de 96% à la fin du conflit en 2003.

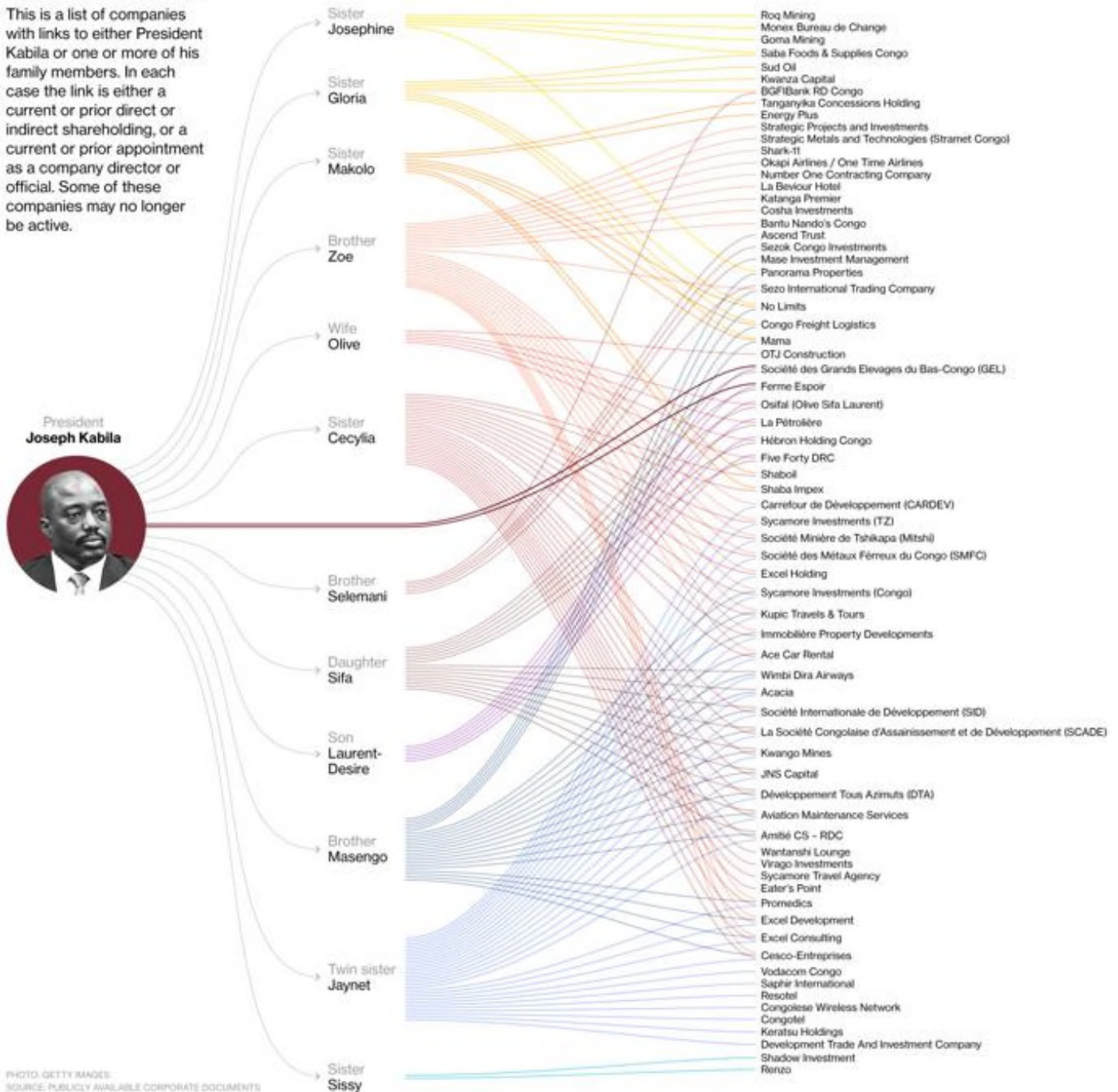
Depuis lors, les investissements étrangers ont contribué à créer plus de 100 000 emplois dans le secteur minier et pétrolier, ont triplé la taille de l'économie et ont permis à l'empire familial de prospérer. Au cours de cette période, Kabila et ses frères et sœurs ont constitué un réseau commercial international s'étendant sur au moins 70 entreprises, selon une analyse de Bloomberg News de milliers de documents d'entreprise et de dossiers judiciaires ainsi que des dizaines d'entretiens avec des banquiers, hommes d'affaires, mineurs, agriculteurs et anciens fonctionnaires du gouvernement.

Bien que la loi congolaise n'interdise pas aux politiciens ou à leurs familles d'avoir des intérêts commerciaux, l'étendue de cet empire n'est devenue visible que récemment, dans les archives publiques et gouvernementales que les régulateurs congolais ont informatisées et rendues consultables au cours des dernières années. Bloomberg News, avec le soutien du Pulitzer Center on Crisis Reporting, a retracé les intérêts des Kabila en accumulant des archives de centaines de milliers de pages de documents d'entreprise qui montrent que sa femme, deux enfants et huit de ses frères et sœurs contrôlent plus de 120 permis de creuser or, diamants, cuivre, cobalt et autres minéraux.

Deux des entreprises de la famille possèdent à elles seules des permis de diamant qui s'étendent sur plus de 450 miles à travers la frontière sud-ouest du Congo avec l'Angola. Les membres de la famille ont également des participations dans des banques, des fermes, des distributeurs de carburant, des exploitants de compagnies aériennes, un constructeur de routes, des hôtels, un fournisseur de produits pharmaceutiques, des agences de voyage, des boutiques et des discothèques. Une autre entreprise a même tenté de lancer un rat dans l'espace sur une fusée.

Kabila Family Companies

This is a list of companies with links to either President Kabila or one or more of his family members. In each case the link is either a current or prior direct or indirect shareholding, or a current or prior appointment as a company director or official. Some of these companies may no longer be active.



1481904998_CongoCompaniesnew

Compagnies du clan Kabila réseau nombreuses sociétés pillages minerais des minerais du Congo-RDC, ainsi que les compagnies de la famille, sans oublier les enfants dès 5 ans qui possèdent les sociétés...

Dans l'économie du Congo largement informelle, basée sur la trésorerie, où les participations familiales sont presque toutes détenues par des sociétés privées, la valeur exacte des entreprises n'est pas connue. Les quelques chiffres disponibles dans des documents accessibles au public montrent des investissements d'une valeur de plus de 30 millions de dollars dans seulement deux entreprises. Les revenus estimés d'une autre entreprise dépassent 350

millions de dollars sur quatre ans - dans un pays où les données de la Banque mondiale montrent que près des deux tiers des 77 millions de personnes vivent avec moins de 1,90 dollar par jour.

Bien que certaines des entreprises appartiennent directement, la famille compte également des dizaines de coentreprises et de sociétés écrans à travers lesquelles elle détient des participations à des degrés divers dans toutes sortes d'industries. Cela crée un système si répandu que même des paiements apparemment anodins - tels que le loyer payé par l'ONU pour un poste de police - finissent par se retrouver dans la famille Kabila, selon une analyse du réseau. Cela peut être une opération difficile : peut-être dans son empressement à exploiter la richesse en ressources du pays, la famille a parfois chassé les investissements extérieurs qui auraient fait gagner encore plus d'argent à certains de ses membres.

Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a déclaré qu'il ne pouvait pas commenter les questions concernant la famille du président, qu'il considérait comme une affaire privée. Lorsqu'on lui a demandé comment Bloomberg News pouvait adresser des questions à Kabila, il a déclaré que le président ne parlait pas aux médias occidentaux. Theodore Mugalu, qui s'occupe des affaires personnelles de la famille, n'a pas répondu à une série d'appels téléphoniques et de SMS demandant des commentaires.

Le deuxième mandat de Kabila en tant que président se termine le 19 décembre et la constitution lui interdit de se représenter. Mais la commission électorale du pays a retardé les élections jusqu'en avril 2018 au moins, et une cour constitutionnelle créée par Kabila l'année dernière a décidé qu'il devait rester jusqu'à ce qu'un vote ait lieu.

En public, Kabila dit que le retard n'a rien à voir avec lui et qu'une élection sera déclenchée une fois que les listes électorales seront terminées. En privé, il dit à ses associés qu'il ne bougera pas, dit Francis Kalombo, l'un de ses alliés les plus proches jusqu'à ce qu'il quitte les rangs l'année dernière. "Il ne va pas faire tout ce qu'il fait, faire tous ces efforts, pendant un an de plus", a déclaré Kalombo. "Pour lui, c'est pour la vie."

Le conseiller diplomatique en chef de Kabila, Barnabe Kikaya Bin Karubi, a qualifié l'accusation de fausse. "Dire qu'il veut rester au pouvoir parce qu'il veut protéger toutes ces transactions commerciales, je pense, n'est pas approprié", a déclaré Kikaya dans une interview à Paris. « Il a dit maintes et maintes fois ce qu'il veut laisser en héritage au Congo : un processus démocratique. »

Kikaya, qui a déclaré qu'il ne pouvait pas commenter les affaires de sa famille au nom du président, a néanmoins défendu leur droit de faire des affaires.



"Le Congo est leur pays - ils doivent vivre, ils doivent avoir un revenu", a-t-il dit.

« Que leur position en tant que première famille leur facilite les choses, je pense que c'est normal. C'est normal, à condition qu'aucune loi ne soit enfreinte. »

Pour la plupart des Congolais, l'économie n'est plus en plein essor. Le gouvernement a dû réviser à la baisse ses prévisions de croissance trois fois cette année en raison de la faiblesse des prix des matières premières. Il est désormais à 4,3% par rapport à un objectif initial de 9% dans le budget 2016.



Des fusées éclairantes lancées par les forces de police lors d'une manifestation à Goma le 19 septembre 2016. Plus de 40 personnes ont été tuées en République démocratique du Congo lorsque des affrontements ont éclaté avant un rassemblement de l'opposition prévu.

Photographe : Mustafa Mulopwe / AFP via Getty Images

En septembre, les forces de sécurité de Kabila ont abattu, piraté et brûlé des manifestants prodémocratie à Kinshasa, la capitale, tuant plus de 40 personnes, une enquête de l'ONU sur les événements découverts. Ils ont versé de l'essence sur le siège du principal parti d'opposition, l'ont incendié et ont mis le feu à des civils en fuite, a indiqué l'ONU.

Le 12 décembre, les États-Unis ont sanctionné le ministre de l'Intérieur du Congo et son administrateur de l'agence nationale de renseignement, affirmant que le gouvernement congolais sapait les processus démocratiques et mettait en danger la stabilité et la prospérité à long terme du pays. Le même jour, l'Union européenne a imposé des sanctions à sept fonctionnaires de police et militaires pour leur rôle dans les violences de septembre et pour « avoir prétendument tenté de faire obstacle à une solution pacifique et consensuelle à la crise en RDC ».

De nouvelles violences et troubles pourraient déborder les neuf frontières du Congo, attirant les pays voisins comme lors des guerres entre 1996 et 2003. Et cela gaspillerait les 40 milliards de dollars que les donateurs internationaux, dirigés par les États-Unis, ont dépensés au Congo au cours des 16 dernières années, principalement dans le cadre d'une mission des Nations Unies, de l'aide humanitaire et au développement et de l'allègement de la dette.

« Nous nous dirigeons vers une grande crise au ralenti », a déclaré Jean-Marie Guehenno, chef du groupe de réflexion International Crisis Group, qui connaît Kabila depuis ses huit ans à la tête des opérations de maintien de la paix de l'ONU. « Pourquoi refuse-t-il de partir ? Pour le pouvoir ? Pour protéger l'entreprise familiale ? Probablement un peu des deux. »

Joseph Kabila a grandi avec ses frères et sœurs en exil en Tanzanie, les enfants de Laurent-Désiré Kabila. Leur enfance a été modeste mais pleine d'intrigues, alors que leur père rebelle charismatique et lourd s'est déplacé de pays en pays en utilisant de faux passeports et en essayant de gagner du soutien pour son combat contre le dictateur soutenu par les États-Unis, Mobutu Sese Seko.

Laurent-Désiré a engendré au moins 25 enfants avec sept femmes différentes, selon une biographie publiée par le chercheur belge Erik Kennes en 2003. Joseph, Jaynet et sa sœur cadette Sissy sont nés au Congo ; Zoe, les sœurs Cecylia et Joséphine en Tanzanie ; et le frère cadet Masengo et la sœur Gloria en Ouganda, selon leurs déclarations dans les documents déposés par les sociétés. Un autre frère, Francis Selemani Mtwale, a été adopté enfant.

Après que leur père est devenu président en 1997 en renversant Mobutu avec l'aide d'une coalition de gouvernements africains, il s'est immédiatement mis à gagner de l'argent pour son gouvernement - et pour sa famille et ses amis, selon la biographie de Kennes.

Les endroits où il avait combattu dans la brousse en tant que jeune rebelle sont devenus des noms d'intérêts commerciaux. Hewa Bora, la base rebelle où ses jumeaux Jaynet et Joseph sont nés, est devenue une compagnie aérienne, une station-service, une ferme et un site minier. Wimbi Dira, une autre base arrière, a donné son nom à une deuxième compagnie aérienne.

Mais le remaniement de Laurent-Désiré de l'ancien ordre économique et politique s'est fait ennemi et, en 2001, il a été assassiné par son propre garde du corps. En quelques semaines, Joseph, chef de l'armée congolaise à l'époque, a été choisi pour lui succéder. Il n'avait que 29 ans.



Un soldat de la Garde républicaine patrouille dans les rues de Kinshasa, en République démocratique du Congo.

Photographe : Junior D. Kannah / AFP via Getty Images

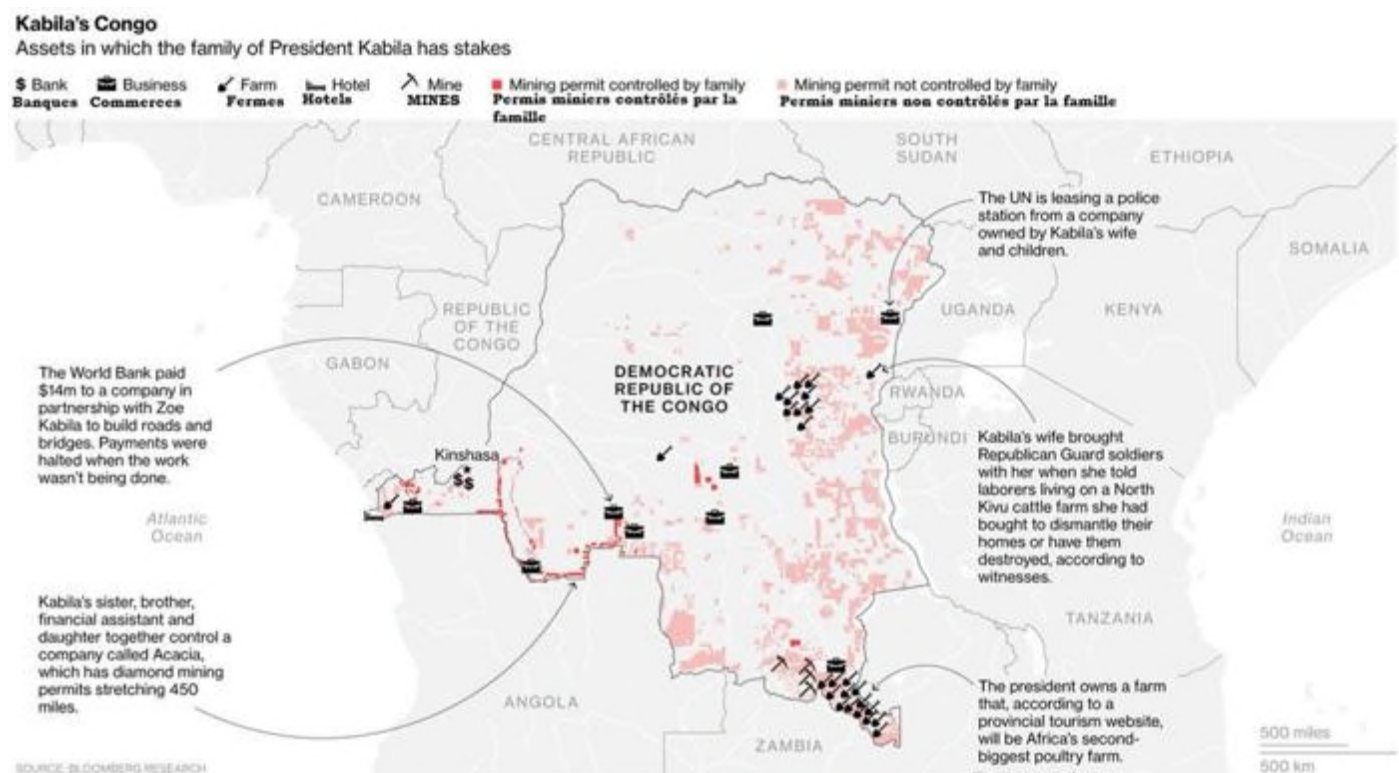
Depuis lors, les entreprises de la famille Kabila ont grandi avec l'économie en développement du Congo. Et ils bénéficient désormais d'un avantage du pouvoir présidentiel : la protection de la Garde républicaine, une unité d'élite de l'armée qui est censée protéger Kabila lui-même. En juillet 2015, les gardes ont accompagné sa femme, Olive, après qu'elle ait acheté une ferme d'élevage dans les collines herbeuses du Nord-Kivu. Selon trois ouvriers déplacés, elle a exigé qu'ils retirent leurs maisons de fortune ou regardent les soldats les détruire. Olive n'a pas répondu aux multiples appels téléphoniques et SMS envoyés à son assistante.

Beaucoup d'entreprises sont dirigées par Jaynet, la sœur jumelle de Joseph Kabila. Après la mort de leur père, les documents le montrent, elle a créé des entreprises à travers le Congo, ainsi qu'aux États-Unis, au Panama, en Tanzanie et sur l'île de Niue, dans le Pacifique Sud. Les documents déposés auprès des sociétés montrent qu'elle est ou a été actionnaire ou administratrice d'au moins 28 sociétés. Dans certains, elle contrôlait la majorité des actions tandis que dans d'autres, elle détenait des participations minoritaires, montrent les documents. On ne sait pas combien de ces entreprises sont toujours actives.

Le manque de transparence dans certaines transactions familiales a nui à l'économie du Congo. En 2012, le Fonds monétaire international a réduit son programme de prêts d'un demi-milliard de dollars avec le Congo après que le gouvernement a refusé de publier les contrats liés à un accord de 2011 pour une mine de cuivre appelée Comide. L'une des sociétés impliquées dans l'accord, Goma Mining, appartenait à au moins 10% à la famille et était dirigée par la sœur de Kabila, Joséphine, selon les archives judiciaires de 2013.

L'implication de la famille dans l'exploitation minière - diamants, cobalt et cuivre - s'explique en partie par une société appelée Acacia, détenue majoritairement par Jaynet ; frère cadet Masengo ; La fille de Joseph Kabila, 16 ans, Sifa ; et son assistant financier, Emmanuel Adrupiako, sur la base des registres de l'entreprise de septembre 2014.

Dans la ville éloignée de Tembo, au sud, les gens n'ont jamais entendu parler d'Acacia ou d'une autre entreprise familiale appelée Kwango Mines qui détiennent ensemble 96 permis d'exploitation minière. Mais ils semblent savoir qui contrôle les diamants de la rivière. "Tous les documents pour ce projet sont maintenant entre les mains de Jaynet Kabila, la sœur jumelle", a déclaré le marchand de diamants Jauvin Manzaza, pointant du doigt la large rivière Kwango qui suit la frontière avec l'Angola.



Les entreprises contrôlées par Kabila sont arrivées ici pour la première fois en 1998, a déclaré Manzaza, armées de tracteurs et de machines pour creuser des diamants à 15 miles au sud de la ville, soit 24.14016 km(s) (24 Km) !!!

(Il me reste à traduire les pavés de textes fléchés vers les compagnies détenues par Kabila en RDC). Merci

Les entreprises contrôlées par Kabila sont arrivées ici pour la première fois en 1998, a déclaré Manzaza, armées de tracteurs et de machines pour creuser des diamants à 15 miles au sud de la ville. En 2003, une entreprise contrôlée par Selemani et les jeunes frères de Kabila, Zoé et Masengo, a vendu plus de 12 millions de dollars de pierres précieuses, selon des données d'exportation. Les diamants ont représenté les trois quarts des recettes d'exportation du Congo cette année-là, ce qui a également marqué la fin de la guerre civile du pays, attirant des sociétés internationales de diamant.

Une fois sur place, ces entreprises ont constaté qu'elles n'avaient d'autre choix que de négocier avec le clan Kabila, a déclaré Mike De Wit, responsable de l'exploration au Congo de 2003 à 2007 pour le plus grand producteur de diamants du monde, De Beers. En 2006, De Beers a signé un accord d'exploration avec des permis appartenant à une société contrôlée par Olive Lembe, quelques mois avant son mariage avec le nouveau président, a déclaré De Wit. Cette société s'appelle désormais Olive Sifa Laurent, ou Osifal en abrégé, du nom de ses actionnaires : Olive, la fille du couple, Sifa, et son fils de 8 ans, Laurent-Désiré.

1481665485_osifalthumb

Documents d'incorporation pour une société connue sous le nom d'Osifal, détenue par l'épouse de Kabila et leurs deux enfants. Il a eu des intérêts allant du carburant à l'exploitation minière. Cliquez pour agrandir

"Lorsque Kabila est arrivé au pouvoir, il ressemblait à un gars honnête et les affaires étaient en fait réalisables, c'est pourquoi la De Beers y est allée", a déclaré De Wit dans une interview. "Avec le temps, il est devenu évident que ce n'était pas le cas."

De Beers a confirmé l'arrangement avec Osifal dans un e-mail, ajoutant qu'il avait été résilié en 2008 parce qu'«il n'y avait pas de potentiel». Les bières seraient confortables à utiliser. »

Plus tard, en tant que responsable de l'exploration pour Delrand Resources Ltd., cotée à Toronto (alors connue sous le nom de BRC Diamond Core), De Wit a dû à nouveau négocier avec la famille. BRC avait la possibilité de payer environ 350 000 \$ pour 55% des droits de développer six licences Acacia le long de la rivière Kwango et plus à

l'ouest. Ensuite, selon De Wit, Jaynet a décidé de renégocier.

Olive Sifa Laurent
Société à Responsabilité Limitée

Capital social : 9.200.000 Francs congolais
Siège social : 174, Boulevard du 30 Juin, commune de Gombe, Kinshasa
République Démocratique du Congo

ENTRE LES SOUSSIGNES

- 
1. **Madame Marie Olive LEMBE KABILA**, de nationalité congolaise, née à Kailo, le 29 Juillet 1978, résidant au n° 5, avenue Ouganda, Quartier cliniques, commune de Gombe, à Kinshasa ;.....
 2. **Mademoiselle Joséphine SIFA KABANGE**, de nationalité congolaise, née à Windhoek, le 26 avril 2000, résidant au n° 5 avenue Ouganda, Quartier cliniques, commune de Gombe, à Kinshasa, ici représentée par Madame Marie-Olive LEMBE KABILA, majeur d'âge, domiciliée au n° 5 avenue Ouganda, Quartier Cliniques, commune de Gombe, à Kinshasa ;.....
 3. **Monsieur KABILA Laurent-Désiré**, de nationalité congolaise, né le 18 septembre 2008, résidant au n° 5, avenue Ouganda, Quartier cliniques, commune de Gombe, ici représentée par Marie-Olive LEMBE KABILA, majeur d'âge, domiciliée au n° 5 avenue Ouganda, commune de Gombe, à Kinshasa ;.....

Il est établi une société à Responsabilité Limitée conformément aux dispositions statutaires pertinentes dont la teneur suit :

TITRE I : FORME, DENOMINATION - OBJET- SIEGE ET DUREE

Article 1 : Il est formé entre les soussignés une Société à Responsabilité Limitée qui sera régie par les présents statuts, par l'acte uniforme du 17 avril 1997 relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du groupement d'Intérêt Economique pris en conformité avec le traité du 17 octobre 1993 relatif à l'harmonisation du Droit des Affaires en Afrique (OHADA), entrés en vigueur en République Démocratique du Congo en date du 12 septembre 2012, et par toutes autres dispositions légales et réglementaires complémentaires ou modificatives en vigueur.....

Article 2 : La Société a pour dénomination sociale "Olive Sifa Laurent" en sigle "OSIFAL Sarl"

Documents d'incorporation pour une société connue sous le nom d'Osifal, à KABILA, OLIVE, SIFA, et détenue par l'épouse de Kabila et leurs deux enfants. Il a eu des intérêts allant du carburant à l'exploitation minière.

"Lors d'une réunion, ils ont dit : " Peut-être que nous voulons 2 millions de dollars "et lors de la réunion suivante," Eh bien, en fait, cela vaut 10 millions de dollars """, a déclaré De Wit à propos des négociations.

Jaynet a clairement indiqué qu'elle fixait les règles au Congo et voulait un contrat où elle gagnait de « gros dollars », a rappelé De Wit. « Cela n'a jamais été suffisant », a-t-il déclaré. Delrand a renoncé à l'accord en 2014, enregistrant une perte de 3,1 millions de dollars sur le projet.

Jaynet n'a pas répondu à plusieurs appels téléphoniques et messages texte demandant une réponse. Le directeur général de Delrand, Arnold Kondrat, n'a pas répondu aux messages vocaux demandant des commentaires.

Adrupriako, l'assistant financier de Kabila, a déclaré dans une interview téléphonique qu'Acacia ne pouvait pas s'entendre avec Delrand sur la propriété de l'entreprise minière, et le projet a été abandonné. Il a dit qu'il n'avait pas été impliqué avec Acacia depuis 2005.

Aujourd'hui près de Tembo, de grosses machines rouillent sous la chaleur tropicale. Sans investissement majeur des sociétés minières, les mineurs artisanaux creusent plutôt le lit de la rivière à la recherche de diamants.

« Nous avons cessé de travailler sur la concession, mais nous la contrôlons toujours », a déclaré le major Freddy Kakudji, l'officier supérieur du petit groupe de soldats de la Garde républicaine laissé pour patrouiller le fleuve.

Trente milles au sud, des hommes en combinaison recousue plongent pour des diamants au bord d'une flottille de 20 canots multicolores, grattant le gravier du lit de la rivière. Lorsque les soldats de la Garde républicaine passent, les plongeurs remettent des seaux de gravier potentiellement rempli de pierres précieuses comme une taxe informelle.

On ne sait pas combien de revenus les diamants génèrent pour les entreprises familiales Kabila aujourd'hui. La production de diamants du Congo a diminué de moitié depuis 2005, dépassée par le cuivre, le cobalt et l'or.

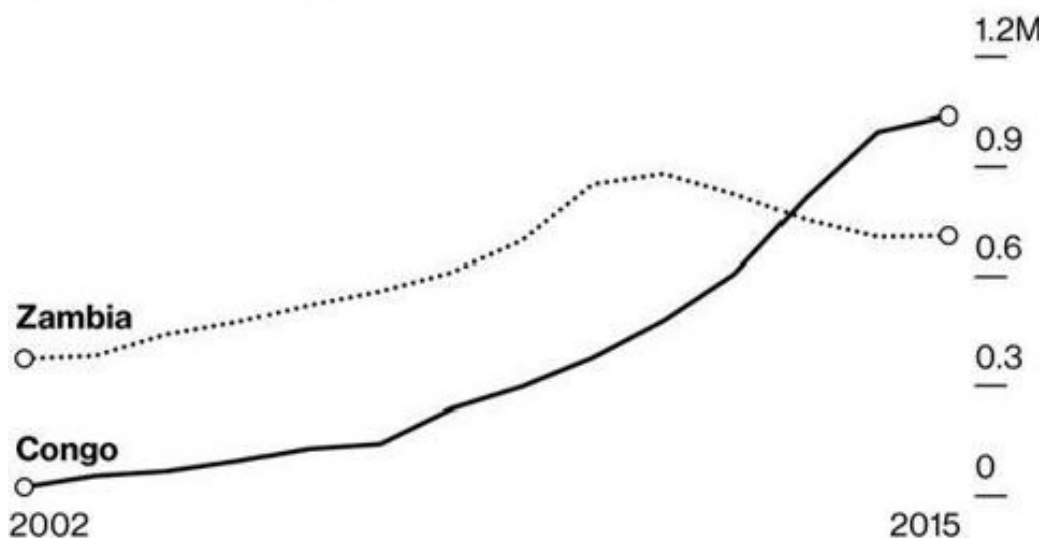
Acacia a tourné son attention à environ 500 miles au sud-est de Tembo en 2010, lorsque les prix du cuivre et du cobalt, qui sont désormais les plus grandes exportations du Congo, ont bondi. La région, connue sous le nom de Katanga, regorge de cuivre et d'autres métaux. Des centaines de milliers d'hommes, désespérés de travailler, utilisent des bêches, des pioches et des marteaux pour racler le minerai du fond des tunnels qui descendent parfois plus de 130 pieds sous terre

Le Congo devient le plus grand producteur de cuivre d'Afrique.

Tonnes de production annuelles

Congo Becomes Africa's Biggest Copper Producer

Yearly production, tons



SOURCES: CONGOLESE CENTRAL BANK, ZAMBIAN GOVERNMENT
source: banque centrale congolaise, gouvernement zambien

Près de la ville de Luisha, environ 4 500 creuseurs travaillent dans une zone de six mines qui appartiennent officiellement au mineur d'État Gécamines, détourné par KABILA. Les creuseurs mourraient par milliers par années, en travaillant dans des conditions d'esclave de KABILA_KANAMBE. Des équipes de quatre creuseurs produisent chacun en moyenne environ une demi-tonne de minerai de cuivre et de cobalt par jour, selon un rapport financé par la Banque mondiale en 2014.

Trois des mines sont gérées par Acacia, selon le rapport de 2014, même si la Gécamines n'a jamais annoncé de partenariat avec la société. Les soldats sur les sites forcent les creuseurs à vendre leurs minéraux uniquement à Acacia à des prix inférieurs à ceux du marché, selon le rapport, rédigé par le cabinet de conseil français Sofreco pour un programme de la Banque mondiale sur l'amélioration de la gouvernance dans le secteur minier du Congo. Un porte-parole de la Gécamines a refusé de commenter cette histoire.

Dans une taverne en béton d'une pièce près de l'un des sites, deux creuseurs maigres ont bu des boissons énergisantes de Kung Fu et ont parlé des mines où ils disent avoir travaillé pour la famille présidentielle sous la supervision de soldats de la Garde républicaine. Ils ont demandé que leur nom complet ne soit pas utilisé, par crainte de représailles.

« Kansonga, Kateketa, Kanshinshi, Lupoto, Whisky », a déclaré William, 37 ans, en rappelant les noms des sites miniers. Il claqua des doigts au nom de famille. "C'était tellement dangereux là-bas."

Rien qu'à Wisky, plus de 100 creuseurs sont morts dans des effondrements au cours d'une période de six semaines fin 2015, selon un rapport du magazine belge Moustique. William, qui a été attiré sur le site par des rumeurs selon lesquelles le minerai était à près de 25% de cobalt, a déclaré que le nombre total de morts était de nombreux multiples.

Dans la capitale congolaise de Kinshasa, derrière les fenêtres réfléchissantes de la banque BGFI, la famille Kabila a construit son investissement le plus sophistiqué : la succursale pays d'un groupe bancaire gabonais.

Le BGFI au Congo est dominé par la famille présidentielle. Lorsque le prêteur s'est installé dans le pays en 2010, la sœur de Kabila, Gloria Mteyu, a pris une participation de 40%, alors d'une valeur de 10 millions de dollars, selon les documents d'enregistrement de l'entreprise de cette année. Le Groupe BGFI Bank SA, basé au Gabon, qui possède des entreprises dans 11 pays, en détient 60%.

En 2014, BGFI au Congo s'est recapitalisé, portant son capital social à 38 millions de dollars, et Gloria a maintenu sa participation de 40%, selon les registres de l'entreprise de cette année, le plus récent disponible. En décembre dernier, la banque avait 374 millions de dollars d'actifs, ce qui en fait le sixième prêteur du Congo. Gloria détient également une participation dans une nouvelle entreprise bancaire via une participation dans Kwanza Capital, selon les dossiers d'actionariat. BGFI a prêté 3,45 millions de dollars à Kwanza en avril, selon une feuille de conditions révisée par Bloomberg.



Des mannequins défilent sur le podium le 26 juillet 2013, le premier des trois jours de la première Fashion Week à Kinshasa. Photographie: Aziz Tutondele / AFP via Getty Images

Créatrice de mode de 32 ans, Gloria a déclaré dans un entretien téléphonique qu'elle était retournée au Congo en 2012 pour lancer la Kinshasa Fashion Week après avoir étudié à New York, Milan et Paris.

Interrogée sur ses activités, elle a répondu qu'elle était une personne privée et qu'elle ne voulait pas parler d'entreprises qui n'étaient pas liées à la mode. Elle a dit qu'elle n'avait aucune participation dans BGFI.

Lors d'une conférence de presse en novembre à Kinshasa, Abdel Kader Diop, directeur général adjoint de l'unité Congo, a déclaré que Gloria était un actionnaire. Un porte-parole extérieur de BGFI au Gabon a déclaré que le directeur général de la banque était trop occupé pour commenter cette histoire.

La société mère gabonaise de BGFI a embauché PricewaterhouseCoopers pour auditer BGFI en 2015. L'audit a révélé que la banque congolaise avait omis de suivre les contrôles internes à 19 reprises et avait payé des intermédiaires pour les affaires sans savoir qui recevrait finalement les fonds.

Jean-Jacques Lumumba, responsable du crédit à la banque, a découvert des transactions suspectes peu de temps après avoir commencé à y travailler en 2014.

Lumumba a découvert que la banque centrale du pays - qui n'est pas autorisée à consentir des prêts commerciaux - avait prêté 43 millions de dollars à une société de distribution alimentaire et transféré l'argent sur un compte au BGFI. Les documents d'incorporation de l'entreprise alimentaire montrent qu'elle est dirigée par des partenaires commerciaux du président Kabila, dont le frère Selemani est le PDG de la banque.

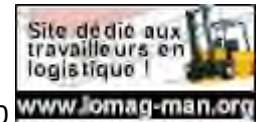
Lumumba a déclaré qu'il avait confronté Selemani dans le bureau de son patron, où il l'avait trouvé assis devant une photo de Kabila et une autre de Selemani avec certains des hommes impliqués dans la transaction.

Selemani le regarda un instant, puis se pencha en arrière sur sa chaise, permettant à sa veste de tomber derrière la poignée sombre d'un pistolet dépassant de son pantalon. "Vous me posez des problèmes ?", Se souvient Lumumba. « Tu sais que je m'occuperai de toi si je le dois. Faites ce que je vous dis. »

BGFI a déclaré dans un communiqué avoir accordé un crédit à la société mais que la banque centrale n'a jamais accordé un tel prêt. Atteint sur son téléphone portable, Selemani a raccroché avant de pouvoir lui poser des questions. La banque centrale et la société commerciale ont également déclaré qu'aucun prêt de ce type n'avait été consenti, même si un enregistrement du transfert se reflétait dans les déclarations bancaires que Lumumba, 30 ans, avait emportées avec lui lorsqu'il avait ensuite fui le Congo avec sa femme et ses enfants.

Réfléchissant aux sanctions américaines contre les chefs militaires congolais, Lumumba affirme qu'ils ne frapperont pas ceux qui gardent vraiment Kabila au pouvoir : le réseau de personnes qui dirigent les entreprises privées de la famille. « Les États-Unis imposent des sanctions aux généraux », dit-il. "Cela ne fera aucune différence. Si vous voulez que Kabila prête attention, vous devez viser les financiers. »

—*Franz Wild est un journaliste de Bloomberg News à Londres, rapporte Thomas Wilson pour Bloomberg News à Kinshasa. Le reportage de Michael Kavanagh a été financé en partie par le Pulitzer Center on Crisis Reporting et en partie par le Congo Research Group de l'Université de New York.*



Proposé et traduit par © webmestre _ lomag-man.org www.lomag-man.org © 2002-2020

Merci de votre attention. Veuillez, quelque soit une soi-disant petite dimension d'un conflit dans toutes ses formes, parlez, avertissez les autres terriens du bout du monde, et ne lâchez rien ! La vérité doit être connue dès le début !